**CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 12 MARS 2015**

**Compte-rendu conformément
à l'article L. 2121-25 du Code
Général des Collectivités Territoriales**

--==oOo==--

L'an deux mille quinze, le jeudi douze mars à dix neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville de Neuilly-Plaisance s'est réuni en assemblée sous la présidence de Monsieur Christian DEMUYNCK, Maire de Neuilly-Plaisance, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 06 mars 2015, conformément à la procédure prévue par l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Membres composant le Conseil Municipal : ----- 35
Membres en exercice : ----- 35
Membres présents et/ou représentés : ----- 32
Membres absents : ----- 3

Secrétaire de séance :

Mme BONGARD.

ÉTAIENT PRESENTS :

M. DEMUYNCK, M. PELISSIER, Mme DOMINGUEZ, M. MALAYEUDE, Mme PELISSIER, M. VALLEE, Mme MAZDOUR, M. BUTIN, Mme BONGARD, M. MARTINACHE, Mme MOHEN-DELAPORTE, M. FERRERI, Mme FAGIANI, M. CADET, Mme LAMAURT, M. TOURE (arrivé à 19h41), M. PIAT, M. BERTHIER, M. GIBERT, Mme DIAS, Mme FUENTES, Mme PONCHARD (arrivée à 19h57), Mme BOILEAU, Mme GRGURIC, Mme GROSPEAUD, M. ASSAS, M. PEREIRA, M. ALBERO MARTINEZ.

ÉTAIENT ABSENTS REPRÉSENTÉS :

Mme CHOLET donne pouvoir à Mme BONGARD
M. BENAICHE donne pouvoir à M. FERRERI
M. MOMPLOT donne pouvoir à M. MARTINACHE
Melle JARY donne pouvoir à Mme MAZDOUR.

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSES :

Mme SUCHOD, M. SAUNIER, Mme BIENTZ.

Le Conseil Municipal du 12 mars 2015 a été préparé par :

I. Délégation des affaires scolaires, de l'enfance et de la restauration scolaire :

Maire-Adjoint : M. PELISSIER

Conseillers municipaux délégués : Mme FAGIANI, Mme BOILEAU, Mme LAMAURT

II. Délégation des affaires sociales, de la solidarité, de la petite enfance, de la santé et du handicap :

Maire-Adjoint : Mme DOMINGUEZ

Conseillers municipaux délégués : Mme DIAS, M. GIBERT, Mme PONCHARD

III. Délégation des finances :

Maire-Adjoint : M. MALAYEUDE

Conseillers municipaux délégués : Mme CHOLET, Mme FAGIANI, M. BENAICHE

IV. Délégation de la sécurité

Maire-Adjoint : Mme PELISSIER

Conseillers municipaux délégués : M. TOURE, Mme GROSPEAUD, M. BENAICHE

V. Délégation de la culture, de l'emploi et de la formation :

Maire-Adjoint : M. VALLEE

Conseillers municipaux délégués : M. ASSAS, Melle JARY, M. CADET

VI. Délégation du commerce, de l'artisanat et du personnel :

Maire-Adjoint : Mme MAZDOUR

Conseillers municipaux délégués : M. CADET, Mme GRGURIC, M. PEREIRA

VII. Délégation des services techniques et des espaces verts, des travaux, de la protection des personnes, des biens et de l'environnement :

Maire-Adjoint : M. BUTIN

Conseillers municipaux délégués : M. FERRERI, M. BERTHIER, M. MOMPLOT

VIII. Délégation des affaires générales, du foyer de l'Amitié-l'Escapade, du conseil des aînés et de la conciliation :

Maire-Adjoint : Mme BONGARD

Conseillers municipaux délégués : Mme FUENTES, Melle JARY, Mme GROSPEAUD

IX. Délégation de l'urbanisme, du développement durable, du Grand Paris, des transports et de l'aménagement du parc intercommunal :

Maire-Adjoint : M. MARTINACHE

Conseillers municipaux délégués : M. MOMPLOT, M. BENAICHE, Mme BOILEAU

X. Délégation de la jeunesse :

Maire-Adjoint : Mme MOHEN-DELAPORTE

Conseillers municipaux délégués : Mme GROSPEAUD, M. PEREIRA, M. ASSAS

XI. Délégation des sports :

Conseiller Municipal : M. PIAT

Conseillers municipaux délégués : M. ASSAS, M. BERTHIER, Mme FUENTES

Les différents points ont été débattus lors des commissions communales suivantes :

- Commission des affaires scolaires, de l'enfance et de la restauration scolaire :

Date : Mercredi 11 mars 2015

Présents : M. PELISSIER, Mme FAGIANI, Mme BOILEAU, Mme LAMAURT

Absente excusée : Mme BIENTZ

Absent : M. ALBERO MARTINEZ

- Commission des affaires sociales, de la solidarité, de la petite enfance, de la santé et du handicap :

Date : Mardi 10 mars 2015

Présents : Mme DOMINGUEZ, Mme DIAS, M. GIBERT

Absentes excusées : Mme PONCHARD, Mme BIENTZ

Absent : M. ALBERO MARTINEZ

- Commission des finances :

Date : Mercredi 11 mars 2015

Présents : M. MALAYEUDE, Mme FAGIANI, M. SAUNIER

Absents excusés : Mme CHOLET, M. BENAICHE, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission de la sécurité :

Date : Lundi 09 mars 2015

Présents : Mme PELISSIER, M. TOURE, Mme GROSPEAUD, M. BENAICHE

Absents excusés : M. SAUNIER, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission de la culture, de l'emploi et de la formation :

Date : Mardi 10 mars 2015

Présents : M. VALLEE, M. ASSAS, M. CADET

Absents : Melle JARY, Mme SUCHOD, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission du commerce, de l'artisanat et du personnel :

Date : Mercredi 11 mars 2015

Présents : Mme MAZDOUR, M. CADET, M. PEREIRA, M. ALBERO MARTINEZ

Absentes excusées : Mme GRGURIC, Mme SUCHOD

- Commission des services techniques et des espaces verts, des travaux, de la protection des personnes, des biens et de l'environnement :

Date : Lundi 09 mars 2015

Présents : M. FERRERI, M. BERTHIER

Absents excusés : M. BUTIN, M. MOMPLOT, M. ALBERO MARTINEZ

Absent : M. SAUNIER

- Commission des affaires générales, du foyer de l'Amitié-l'Escapade, du conseil des aînés et de la conciliation :

Date : Mercredi 11 mars 2015

Présentes : Mme BONGARD, Mme FUENTES

Absents excusés : Melle JARY, Mme GROSPEAUD, Mme BIENTZ, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission de l'urbanisme, du développement durable, du Grand Paris, des transports, et de l'aménagement du parc intercommunal :

Date : Mardi 10 mars 2015

Présents : M. MARTINACHE, M. MOMPLOT, M. BENAICHE, Mme BOILEAU

Absents : Mme SUCHOD, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission de la jeunesse :

Date : Mardi 10 mars 2015

Présents : Mme MOHEN-DELAPORTE, Mme GROSPEAUD, M. PEREIRA, M. ASSAS

Absents excusés : Mme BIENTZ, M. ALBERO MARTINEZ

- Commission des sports :

Date : Mercredi 11 mars 2015

Présents : M. PIAT, M. ASSAS, M. BERTHIER, Mme FUENTES

Absents excusés : M. SAUNIER, M. ALBERO MARTINEZ

DÉCISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EXECUTOIRES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L. 2131-1 DU MEME CODE :

- Décision Municipale n°2015-027 du 30 janvier 2015 : Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'Association Union des Commerçants, Entrepreneurs, Artisans et Industriels Plus de Neuilly-Plaisance (UCEAI+).
- Décision Municipale n°2015-028 du 29 janvier 2015 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'Association Horizon Cancer.
- Décision Municipale n°2015-029 du 03 février 2015 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'Association Amicale des Locataires et d'Initiatives Solidaires (A.L.I.S).
- Décision Municipale n°2015-030 du 27 janvier 2015 : Contrôle des équipements sportifs de la Ville de Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2015-031 du 30 janvier 2015 : Maintenance des installations de traitement de l'eau de la piscine municipale de la Ville de Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2015-032 du 30 janvier 2015 : Evaluation de la qualité de l'air ambiant dans l'atmosphère de la piscine municipale de la Ville de Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2015-033 du 22 janvier 2015 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Travaux de remplacement des menuiseries extérieures dans les bâtiments communaux. Lot 2 : menuiseries en aluminium.
- Décision Municipale n°2015-034 du 28 janvier 2015 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Travaux d'aménagement d'un local pour le service de la Restauration Scolaire dans les ateliers des Services Techniques et Espaces Verts – Avenant n°1.
- Décision Municipale n°2015-035 du 03 février 2015 : Concession de terrain dans le cimetière communal titre n°11779 - plan n°4888 – division n°25.
- Décision Municipale n°2015-036 du 04 février 2015 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle.
- Décision Municipale n°2015-037 du 09 février 2015 portant contrat dénommé « courrier relationnel en nombre » avec la Poste.
- Décision Municipale n°2015-038 du 09 février 2015 portant contrat dénommé « Destineo Esprit Libre » avec la Poste.
- Décision Municipale n°2015-039 du 09 février 2015 portant contrat dénommé « Affranchigo Liberté » avec la Poste.
- Décision Municipale n°2015-040 du 22 janvier 2015 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics – Travaux de remplacement des menuiseries extérieures dans les bâtiments communaux. Lot 1 : menuiseries en PVC.
- Décision municipale n°2015-041 du 04 février 2015 : Contrat d'occupation à titre exceptionnel et transitoire d'un logement communal de type F2 (45 m², 1^{er} étage) sis 17 rue du Général de Gaulle à NEUILLY-PLAISANCE.
- Décision Municipale n°2015-042 du 13 février 2015 : Concession de terrain dans le cimetière communal titre n°11781 - plan n°4673 – division n°28.

- **Décision Municipale n°2015-043 du 03 février 2015 : Mise à la réforme et aliénation d'un véhicule communal.**
- **Décision Municipale n°2015-044 du 11 février 2015 : Avenant n°1 à la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal à l'Association Neuilly-Plaisance Ville Fleurie.**
- **Décision Municipale n°2015-045 du 04 février 2015 : Convention de formation au perfectionnement des techniques de grimpe, à la prévention et aux techniques de secours dans l'arbre.**

Aucune observation n'étant formulée sur le compte-rendu de la précédente séance, Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

I. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE.

Arrivée de M. TOURE à 19h41.

Arrivée de Mme PONCHARD à 19h57.

Monsieur le Maire prend la parole,

Cette année encore, l'élaboration du budget prévisionnel s'est avérée être un exercice d'équilibriste et de voyance.

En effet, le Gouvernement a bien, comme le confirme la loi de finances, maintenu le cap annoncé quelques mois plus tôt, en confirmant les prévisions de la loi de programmation des finances publiques 2014-2019. Les crédits du budget général relevant de la mission « relations avec les collectivités locales » diminueront bien de 11 milliards entre 2015 et 2017. Cette baisse sera lissée sur 3 ans et représente, pour la seule année 2015, 3,67 milliards d'euros.

Pour autant, la répartition reste encore floue. La seule réalité connue est donc que cette baisse de dotations sera, pour les 3 ans à venir, drastique.

Les élus locaux de tout bord politique ont depuis quelques semaines, exprimé leurs craintes, individuellement ou collectivement, à travers des structures comme l'Association des Maires de France (AMF).

J'ai saisi, pour ma part, le Président de la République et plusieurs membres de son gouvernement pour leur indiquer qu'aucune de leurs réponses aux points soulevés par les élus locaux n'a permis d'apaiser nos craintes sur les conséquences de cette décision.

En effet, à l'impact des baisses de dotations sur l'investissement local, le Gouvernement a invoqué la baisse significative des taux d'intérêt et rejeté l'idée de la création d'un fonds de soutien aux investissements locaux.

Nos craintes sont malheureusement confirmées par une étude de la Banque Postale qui prévoit une baisse de 10% des investissements locaux pour la seule année 2015.

Mais cette perte de dotations aura également et surtout un impact sur le budget de fonctionnement des collectivités. Cette baisse ne pourra être absorbée sans une remise en cause profonde de l'action publique locale et aura pour conséquence directe une diminution des services à la population.

Là encore, le gouvernement s'est voulu rassurant en arguant du dynamisme naturel de la fiscalité locale qui génère une augmentation régulière des ressources des collectivités. Et là encore, sa

tentative d'apaisement a échoué. Les lois NOTRe et MAPTAM viennent en effet contredire ses propos.

Dès 2016, les collectivités intégrées dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, pour ne parler que d'elles, perdront le bénéfice de l'ensemble des impôts économiques locaux qui sont les seuls véritables leviers dynamiques et qui profiteront à compter de cette date aux structures intercommunales.

Cette perte ne sera en aucun cas compensée par des transferts de charges. Seulement 23,5% des communes françaises comptent plus de 50 000 habitants. Au regard des compétences transférées, seules ces 23,5% de communes ont un espoir de diminuer leurs charges de personnel. En effet, pour la plus grande majorité des autres communes, il n'y a pas de personnel uniquement dédié au PLU, ni uniquement responsable du développement économique ; et ces dernières ont très peu de chances de voir leurs structures sportives ou culturelles déclarées « d'intérêt métropolitain ».

Il n'y aura donc pas de transfert de charges suffisant pour compenser à la fois la perte des dotations ainsi que celle liée au transfert des impôts économiques.

En revanche, le système de péréquation profondément injuste sera maintenu voire accentué par le biais des dotations de compensation liées à l'intercommunalité.

En effet, les communes dynamiques et qui assurent une bonne gestion des finances locales continueront de payer pour celles qui se sont endettées et appauvries par leur mauvais choix et leur mauvaise gestion.

Notre seule alternative reste donc l'augmentation des impôts des ménages déjà étranglés par les charges diverses ou la suppression de services non obligatoires, et pourtant si indispensables pour des structures de proximité (aide sociale facultative du CCAS, par exemple). C'est ce que nous refusons de faire à Neuilly-Plaisance.

A cela, s'ajoute un objectif d'évaluation de la dépense publique locale. Là encore, les bureaucrates qui ont travaillé sur des calculs théoriques n'ont pas tenu compte des contraintes réelles auxquelles sont confrontés les élus locaux.

Comment demander de contenir les dépenses publiques locales lorsque l'Etat crée chaque jour de nouvelles normes coûteuses et contradictoires avec celles édictées quelques mois plus tôt (par exemple, après avoir affirmé un objectif d'économie d'énergie avec l'apparition de la norme RT2012 qui évoquait le renforcement de l'étanchéité des bâtiments à l'air extérieur pour éviter les ponts thermiques, voilà qu'il nous est demandé dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'air de prévoir des systèmes d'aération efficaces !).

Comment réduire les dépenses quand le gouvernement impose une réforme des rythmes scolaires dont il prétend compenser les dépenses en pérennisant le fonds d'amorçage alors que celui-ci couvre environ 20% des dépenses réelles ?

Comment réduire les dépenses alors que l'inflation supportée par les collectivités est bien plus élevée que celle des ménages (entre 1999 et 2012 : en moyenne 2,3% contre 1,7%) ?

La progression continue du coût du « panier du Maire » étant due principalement à deux postes de dépenses, les charges de personnel et l'évolution du coût des produits et services.

S'agissant des personnels qui représentent une part colossale des budgets locaux, aucune marge de manœuvre n'est accordée aux élus et le cœur du blocage réside bien dans le caractère archaïque du statut de la fonction publique. Politiquement et économiquement, il ne se justifie plus et doit

être profondément réformé eu égard à la durée de la crise qui touche notre pays et s'aggrave depuis plusieurs mois.

Nos voisins européens n'ont pas hésité à le faire.

Historiquement en France, le principe de garantie de l'emploi public était voué à compenser un salaire moins important que dans le secteur privé. Aujourd'hui, cette raison d'être a disparu, sans conséquence sur le statut. Aujourd'hui, nous sommes contraints de licencier des agents contractuels très performants pour protéger quelques agents titulaires qui ne remplissent pas leurs objectifs et n'exercent même pas leurs tâches à minima, cela représente environ une quarantaine d'agents.

Je leur ai donc demandé d'étudier dans les plus brefs délais la possibilité de licencier le personnel dans les mêmes conditions que dans le secteur privé.

En outre, nous avons dû faire face à des vagues de recrutement massif lors des diverses phases de décentralisation.

Aujourd'hui, 40% de nos effectifs ont plus de 50 ans. Pour ce qui concerne les métiers d'exécution technique, j'ai pu observer une véritable fatigue physique d'un très grand nombre d'entre eux qui sont usés.

La médecine du travail a établi le même constat et prescrit un certain nombre de postes aménagés que je suis totalement incapable d'envisager. Comment faire face au vieillissement de ces fonctionnaires qui ne sont pourtant pas en âge de partir à la retraite ? Comment reclasser des agents techniques âgés de 50 ans et plus qui ne peuvent plus assurer de station debout prolongée, ni assise, ni port de charge, ni manipulation d'outils et qui ont des difficultés de lecture et d'écriture ?

A titre d'information, le nombre d'agents de plus de 50 ans représente, dans notre commune, 250 agents.

Là encore, il me semble indispensable que soit envisagée une structure commune qui permettrait de mutualiser ces agents. Dans certaines collectivités, peut-être existe-t-il des postes qui permettent lesdits reclassements plus facilement que dans d'autres (poste de gardien, d'accueil techniques...).

Notre pays court à la catastrophe si aucune décision n'est prise en ce sens. La perte de dotations est immédiate, si nous ne possédons pas les outils nous permettant de la compenser très vite, nous serons contraints de prendre des décisions qui auront pour conséquence d'appauvrir encore un peu plus la population.

Enfin, il convient d'assouplir les conditions d'achat des collectivités. Dans de trop nombreux cas, le carcan des contrats liés aux marchés publics nous fait dépenser inutilement de l'argent public.

Ce constat quotidien est notamment vrai pour tout ce qui concerne les fluides. Beaucoup d'entreprises proposant des prix très compétitifs ne répondent pas aux consultations des collectivités, nous obligeant ainsi à sélectionner des candidats pratiquant des prix supérieurs.

De la même manière et même si le système a été assoupli, de trop nombreuses PME ne peuvent répondre aux consultations les plus importantes. L'observatoire économique de l'achat public a indiqué que ces mêmes PME ne parviennent à capter que 27% de la richesse créée par la commande publique.

Il convient donc de nous permettre de négocier davantage les achats et prestations, y compris dans le cadre des procédures formalisées, et d'assouplir les formalités nécessaires pour les entreprises qui souhaitent candidater sur les plus gros marchés. Cette position doit absolument être défendue au sein des instances européennes.

J'attends donc comme beaucoup d'autres maires, de la part du Gouvernement, des réponses concrètes immédiates et des moyens qui nous permettront de faire face aux objectifs et contraintes financières imposés aux collectivités, contraintes qui par ailleurs sont bien supérieures à celles que l'Etat s'est lui-même fixées, d'autant que selon des études de l'AMF, la ponction prélevée sur les collectivités est très supérieure à leur poids réel dans la dépense publique.

Malgré ce contexte des plus difficiles, l'objectif sera encore cette année de limiter la pression fiscale, de réduire les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau de service et leur faible coût pour les usagers.

Par ailleurs, même s'il s'agit d'un budget prudent et d'attente, des projets en cours permettront d'obtenir des recettes supplémentaires, et des études en cours ou à venir permettront de hiérarchiser les réalisations futures.

Objectif numéro 1 : limiter la pression fiscale

Depuis 2006 et cette année encore, les taux que je proposerai de voter seront inchangés. Nous ne disposons pas encore des éléments de comparaison fournis par le ministère des finances au moment du vote des comptes de gestion des comptes.

Toutefois, une étude départementale menée par le cabinet Ressources Consultants Finances à l'initiative de l'Association des Directeurs Généraux des Services du 93, laisse apparaître que le poids des impôts des ménages dans les revenus des contribuables pour 2013 représentait 4,8 % et plaçait Neuilly-Plaisance à la 4^{ème} place des villes dont la fiscalité ampute le moins le pouvoir d'achat des contribuables.

S'agissant des composantes des quatre taxes, le cabinet confirme les évolutions pour l'année 2013 et les données que nous avons annoncées l'année dernière. Pour chacune d'entre elles, le taux nocéen est inférieur à la moyenne départementale qui peut atteindre dans certains cas 7% de plus. C'est le cas pour la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxe pour laquelle nous conservons la seconde place des communes ayant le taux le plus bas du département (27,76%). Il y a peu de chance que cette situation ait évolué en 2014 et qu'elle évolue pour 2015, car il est peu probable que des communes aient procédé à une baisse de leurs taux, les nôtres étant stables depuis de nombreuses années.

Par le simple jeu de l'augmentation des bases, les produits des 3 taxes relatives aux ménages sont en légère augmentation tout en restant inférieurs à la moyenne départementale, ce qui confirme que la stagnation de nos taux épargne les ménages.

En 2012, ce produit était de 12 737 771 € soit 622 € / habitant contre 633 € / habitant pour la moyenne départementale.

En 2013, ce produit atteignait 13 208 396 € soit 639 € / habitant contre 649 € / habitant pour la moyenne départementale.

Pour la CFE et la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), le constat est le même. Leur produit reste en augmentation et confirme l'intérêt qu'ont les entreprises et les commerces à s'implanter sur notre territoire communal. L'action permanente de la ville en soutien au développement économique porte ses fruits.

Pourtant, les évolutions législatives récentes développées précédemment vont mettre un terme à cette situation plutôt satisfaisante compte tenu des contraintes foncières qui empêchent toute perspective d'extension des zones économiques.

Le transfert de la fiscalité économique au territoire dans un premier temps puis à la Métropole, va non seulement représenter une perte de marge de manœuvre financière pour la ville (la dotation de compensation n'étant prévue d'être indexée que sur l'inflation moyenne) mais également une perte pour les acteurs économiques nocéens, puisqu'il est prévu d'harmoniser les taux sur le territoire puis au niveau métropolitain par lissage sur une période de 5 ans.

Objectif numéro 2 : diminuer les dépenses

Comme chaque année, une étude minutieuse a été menée dans chaque délégation pour réaliser des économies.

Comme cela a été indiqué précédemment, avec des dépenses incompressibles toujours en augmentation du fait notamment de l'inflation mais aussi et surtout de la multiplication des normes et réglementations désuètes mais malgré tout contraignantes, les économies possibles sont à service équivalent de plus en plus rares.

Malgré tout les usagers nocéens doivent pouvoir, grâce aux efforts de chacun cette année encore, bénéficier de services de qualité à des tarifs très attractifs.

Les pistes de réflexion sont les suivantes :

- Non remplacement de départs d'agents pour cause de retraite ou de mutation
- Rationalisation et regroupement de service pour en réduire les coûts
- Recrutement d'un acheteur chargé de la renégociation des contrats et de l'optimisation des achats
- Réorganisation de certaines opérations ou de certains services en vue de compresser les heures supplémentaires malgré une volonté d'impacter au minimum le pouvoir d'achat des agents dont les salaires de base sont malheureusement peu élevés.
- Mobilisation des partenariats avec les bénévoles
- Réorganisation des procédures d'envois postaux et sensibilisation des chefs de service afin de réduire les coûts d'affranchissement
- Développement de l'utilisation de l'outil informatique en matière de communication
- Mise en œuvre potentielle des préconisations d'une étude en cours sur la téléphonie et l'informatique pour réduire les coûts de téléphonie fixe.

Par ailleurs, malgré la non augmentation des taux d'imposition et la baisse constante des dotations qui seront évoquées en détail ci-dessous, le solde produits/charges de fonctionnement reste positif.

A cela s'ajoute une bonne gestion de la dette puisque pour les derniers chiffres connus (pour l'année 2013), Neuilly-Plaisance se situait en dessous de la moyenne départementale, à la fois pour le calcul de la dette en euros par habitants (788 € / habitant pour Neuilly-Plaisance contre 1 426 € / habitant pour la moyenne départementale) et pour la durée projetée de désendettement (5,1 ans contre 7,4 ans pour la moyenne départementale).

Grâce à cette bonne gestion de la dette, le solde positif de fonctionnement devrait permettre de dégager de l'autofinancement pour les investissements potentiels.

Objectif numéro 3 : les investissements et projets divers à l'étude

L'absence de lisibilité sur les bases de la fiscalité, dont un état devait nous être transmis le 6 mars au plus tard mais que nous n'avons pas reçu, ajouté à l'absence de notification de décision officielle pour ce qui concerne les dotations de l'Etat à notre commune, nous amènent à la plus grande prudence. Toutefois, des études sont en cours ou à venir pour envisager un certain nombre de projets :

- En matière de sécurité : extension de la vidéo-protection, mise en place du dispositif de participation citoyenne et compensation de la perte du poste de police nationale
- En matière d'aménagement et d'urbanisme : lancement des études pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et du Programme Local de l'Habitat (PLH), lancement d'une étude sur l'aménagement de la ferme TERRISSE, poursuite des acquisitions et des études d'aménagement de la RN34, aménagement du chemin du Bois de Neuilly, lancement des études d'aménagement des emprises de l'ex A103 et acquisition possible des terrains, finalisation des études sur le réaménagement du centre-ville, notamment les études de stationnement et de travaux de voirie et d'assainissement, étude sur la réalisation d'un parking souterrain en centre-ville, réhabilitation du mille-club des Renouillères pour un usage polyvalent
- En matière d'éducation et de formation : acquisition d'un terrain au 17-19 avenue du 8 mai 1945 en vue de la construction d'une école, maintien des activités dans le cadre de l'aménagement du temps d'activité périscolaire, maintien des sorties culturelles dans le cadre du programme pédagogique du centre municipal de l'enfance, prise en charge de 8 contrats aidés d'une durée de 6 mois pour des jeunes orientés par la Mission locale et accompagnement par le PIJ / PAJ de ces jeunes pour obtenir une formation qualifiante
- En matière de culture : développement des partenariats et des animations autour du cinéma, notamment avec l'opération « Ciné-ma différence », maintien des projets « hors les murs » pour la bibliothèque et cinéma en plein air
- En matière de jeunesse : développement des tableaux numériques interactifs et autres outils similaires, augmentation du nombre de jeunes accueillis (soutien scolaire, centre de loisirs, sorties ludiques et pédagogiques...), augmentation du nombre de jeunes pris en charge dans le cadre du partenariat avec le collège pour la gestion des exclusions notamment.

Au-delà de l'emprunt et de l'autofinancement, l'apport de recettes complémentaires est indispensable.

Objectif numéro 4 : la recherche de recettes complémentaires

La perte de dotation prévisionnelle pour notre ville va être colossale. S'agissant de la dotation globale de fonctionnement élargie, c'est-à-dire incluant les prélèvements et / ou versements au titre du FSRI (Fonds de Solidarité de la Région Ile-de-France) et FPIC (Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales), la perte entre 2013 et 2014 a été pour la ville de Neuilly-Plaisance de 432 421 € (soit 23 € / habitant entre 2013 et 2014 et un total de 50 € / habitant sur la période 2008-2014).

Nous sommes la 7^{ème} commune du département la plus impactée par cette perte.

S'agissant de la contribution de Neuilly-Plaisance au redressement des comptes publics, une projection a été envisagée par le cabinet Ressources Consultants Finances. Elle était de 225 182 € en 2014, sera de 780 478 € en 2015 et devrait se situer aux alentours de 1 339 220 € pour 2016 et de 1 900 643 € en 2017.

Il convient, pour poursuivre une gestion convenable de la ville, de mobiliser des recettes complémentaires.

Nous travaillons activement afin d'établir deux partenariats importants.

Le premier concerne le Plan piscine du Conseil Général qui a annoncé le déblocage de fonds en faveur de la réhabilitation d'un certain nombre d'établissements dans le département.

La seconde concerne le Contrat de Plan Etat/Région qui vient d'être signé et pourrait permettre une prise en charge tripartite de l'aménagement des terrains acquis à la société SINIAT dans le cadre du projet de Parc Intercommunal Neuilly-Plaisance / Rosny-Sous-Bois.

Les frais de comblement des anciennes carrières ne pourront être pris en charge par les villes seules. Par ailleurs, cet aménagement s'inscrit parfaitement dans le programme de rééquilibrage des départements de la région Ile-de-France. La Seine-Saint-Denis étant un département ayant une très forte densité de population, il est indispensable de préserver mais aussi développer les zones écologiques.

Enfin, la valorisation de notre foncier disponible est envisagée. La vente de deux terrains est actuellement à l'étude et/ou engagée : celle des anciens ateliers municipaux et celle de l'immeuble situé au 66 avenue du Président Roosevelt.

II. 13^{EME} SALON DU LIVRE POLICIER DE NEUILLY-PLAISANCE, « WEEK-END NOIR » DU SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 AVRIL 2015.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Serge VALLEE, Maire-Adjoint Délégué à la culture, à l'emploi et à la formation,

Dans le cadre du 13^{ème} salon du livre policier des 11 et 12 avril 2015, la ville de Neuilly-Plaisance et ses partenaires, le Lions Club Neuilly Dhuis et la librairie Arthur de Nogent-sur-Marne et du Raincy, lancent la 10^{ème} édition des prix « LION NOIR » et « LIONCEAU NOIR ».

Le Prix « LION NOIR » sera attribué par un jury de dix personnes à l'auteur d'un roman publié au cours de l'année 2014, choisi au sein d'une liste de 7 nominés.

Le Prix « LIONCEAU NOIR » sera attribué à un auteur de roman policier pour la jeunesse, par les élèves de 14 classes de CM1 et CM2 de la ville, ouvrage choisi parmi 5 auteurs dont les élèves ont étudié les œuvres en 2014/2015.

Le lauréat du Prix « LION NOIR » se verra remettre en récompense un prix de 1 200 €.

Le lauréat du Prix « LIONCEAU NOIR » se verra attribuer un prix de 500 €.

Par ailleurs, le Conseil Général de Seine-Saint-Denis a été sollicité et a informé que le salon du livre policier « Week-end Noir à Neuilly-Plaisance » était éligible à une subvention départementale, dans le cadre de l'aide à projet proposé par le Bureau du Livre et de la Lecture.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **AUTORISE** le versement de 1 200 € au lauréat du prix « LION NOIR » et 500 € au lauréat du prix « LIONCEAU NOIR », dans le cadre du 13^e salon du livre policier de Neuilly-Plaisance.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention pour l'organisation du 13^e salon du livre policier de Neuilly-Plaisance auprès du Conseil Général et de tout autre organisme susceptible d'y participer financièrement.

III. CREATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

Il est sollicité la création d'un poste de technicien.

Il convient pour cela de modifier la liste des emplois communaux annexée au budget primitif.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **MODIFIE** la liste des emplois communaux en autorisant à compter du 1^{er} mars 2015 la création d'un poste de technicien à temps complet.

IV. CREATION D'UN POSTE D'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL DE 2^{EME} CLASSE.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Rahima MAZDOUR, Maire-Adjoint Déléguée au commerce, à l'artisanat et au personnel,

Il est sollicité la création d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe.

Il convient pour cela de modifier la liste des emplois communaux annexée au budget primitif.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **MODIFIE** la liste des emplois communaux en autorisant à compter du 1^{er} avril 2015 la création d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe à temps complet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h05.